

CÉRÉMONIE OLYMPIQUE : LA GRANDE PROFANATION DES SYMBOLES

– Gisèle Halimi et Louise Michel seraient fichées S –

La parade a donc lieu sous une pluie torrentielle, le long d'un fleuve militarisé, dans une lumière crépusculaire. Ce n'est pas une cérémonie olympique, c'est un spectacle de fin d'année confus, entrecoupé de publicités pour Louis Vuitton et de clips énigmatiques faisant apparaître les Minions et un imaginaire de jeu vidéo. Au milieu de cette parade, des statues de figures féministes ont été hissées. Macron a nommé un ministre de l'Intérieur accusé de viol et a soutenu Gérard Depardieu, mais le régime aime manier les symboles contradictoires pour semer la confusion. Parmi les militantes mises en avant, Louise Michel et Gisèle Halimi, deux femmes qui incarnent l'absolue antithèse de ce qu'est le macronisme.

- Louise Michel, née en 1830 et morte en 1905. Immense figure anarchiste du XIXème siècle, poétesse, institutrice issue du peuple et fidèle au Paris populaire, infatigable militante. Elle lance toutes ses forces dans la Commune de Paris, révolution sociale survenue en 1871.

Dès le 22 janvier, en habit de garde national, elle participe à la fusillade de l'Hôtel de Ville contre le gouvernement. Le 18 mars, premier jour de la Commune, elle est au premier rang. Elle sera sur les barricades face à l'armée contre-révolutionnaire, jusqu'à la répression sanglante du gouvernement versaillais. Louise Michel a littéralement tiré sur les militaires et les bourgeois. Arrêtée après la Commune, elle est déportée en Kanaky, où elle se lie d'amitié avec le peuple colonisé et lutte à leurs côtés. 150 ans plus tard, l'État français continue d'opprimer les Kanak que Louise Michel défendait. Louise Michel écrivait : «Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur et sans exploité» ou encore «c'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste.» Louise Michel, révolutionnaire et anticolonialiste jusqu'au dernier souffle, serait fichée S et enfermée par Macron.

- Gisèle Halimi, avocate, féministe et anti-colonialiste franco-tunisienne, née dans une famille juive en 1927, et décédée en 2020 après des décennies de combat.

Dans les années 1950, elle soutient la cause de l'indépendance algérienne et défend les militants algériens du FLN devant les tribunaux. Féministe, elle signe le manifeste des 343 en 1971, une tribune de femmes revendiquant avoir avorté, malgré l'interdiction par la loi. Elle défend des femmes victimes de viols, et contribue à modifier les lois sexistes.

Anticolonialiste, elle soutiendra les droits du peuple palestinien, et défendra par exemple Marwan Barghout, grand dirigeant palestinien arrêté en 2001, jugé en 2004 par un tribunal de l'occupation israélienne.

Elle contribue au tribunal Russell pour la Palestine en 2009, qui dénonce le crime d'apartheid et le «sociocide» commis par l'État d'Israël contre le peuple palestinien. Elle déclarait : «Un peuple aux mains nues – le peuple palestinien – est en train de se faire massacrer. Une armée le tient en otage. Pourquoi ? Quelle cause défend ce peuple et que lui oppose-t-on ? J'affirme que cette cause est juste et sera reconnue comme telle dans l'histoire.»

En 2023, en plein mouvement contre la réforme des retraites, trois ans après sa mort, Macron a voulu organiser un hommage national à Gisèle Halimi. De nombreuses personnalités l'ayant connue s'y sont opposées, à commencer par son fils Serge. Gisèle Halimi serait aujourd'hui traitée d'antisémite, de complice des terroristes et de wokiste.

Bienvenue au pays champion du monde de l'inversion. Où les manifestations sont interdites, les luttes sociales criminalisées, l'antiterrorisme utilisé contre les pauvres et les indociles, où les médias sont verrouillés et la liberté d'expression attaquée, où la police tue et mutilé et le gouvernement soutient le colonialisme génocidaire, mais où une cérémonie regardée dans le monde entier met à l'honneur des militantes de combat.

Il y a encore quelques jours, une polémique nationale dénonçait les députés qui ne serraient pas la main à l'extrême droite. Ces femmes les ont combattues physiquement, parfois l'arme au poing.